

# Lutte de classe

## Front de gauche : Ils veulent inventer le capitalisme durable dans le cadre de la Ve République.

Le Front de gauche a publié un communiqué le 16 juillet dans lequel ses participants « *proposent d'ouvrir un grand chantier public de construction* », afin « *de construire une alternative de transformation sociale et écologique* » qui « *devra travailler en particulier trois questions : l'utilisation de l'argent au service de l'intérêt général et du développement durable ainsi que la répartition des richesses; l'évolution des pouvoirs dans les institutions, dans les entreprises et dans la vie publique en relation avec la mise en place de nouveaux droits pour les salarié-es et les citoyen-nes ; la mise en place d'un nouveau mode de développement économique, social et culturel respectueux des équilibres écologiques de notre planète et permettant à toutes et tous de bien vivre.* »

Vous aurez compris que le contenu de leurs propositions consiste à mieux gérer le capitalisme pour le rendre plus supportable ou acceptable aux travailleurs, et non de les organiser pour le combattre dans la perspective politique de l'abattre. Voyons un peu comment ils s'y prennent.

Ils parlent d'« *utiliser l'argent* » au service de « *la répartition des richesses* » sans qu'il soit question de remettre en cause la manière dont elles sont produites, sans remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation, ce qui revient à ne rien changer du tout, ce que confirme « *la mise en place d'un nouveau mode de développement économique* » qui s'inscrit en contradiction avec la mise en place d'un nouveau mode de production basé sur les besoins de la population et qui se traduirait par l'abolition du capitalisme ou la collectivisation des moyens de production.

Leur « *nouveau mode de développement économique* » serait une nouvelle étape du développement du capitalisme qui aurait ainsi la capacité de dépasser ses propres contradictions, qui ne seraient plus incompatibles avec la satisfaction des besoins de la majorité de la population, un nouveau capitalisme plus démocratique en quelque sorte.

Bien que cela ne soit pas dit ici, en admettant qu'on élimine la spéculation, qu'on mette aux pas les actionnaires, que l'on réduise de 90% ou plus les revenus des dirigeants des banques et des grandes entreprises, cela ne changerait pas la nature de classe de l'Etat et du mode de production et de distribution des richesses, cela ne mettrait pas fin à la concurrence que se livrent les capitalistes et à l'anarchie dans la production qui en découle qui sont une source importante de destruction de forces productives...

Mais ne vous prenez pas à rêver tout de même, cette hypothèse est incompatible avec la survie du capitalisme dont la raison d'être et le fonctionnement repose sur l'accumulation du capital, d'où la crise actuelle. Vous pensez bien que si le capitalisme pouvait s'en sortir uniquement en procédant à une redistribution des richesses produites, il le ferait au lieu de prendre le risque de provoquer des explosions sociales et des révolutions à travers le monde.

La pauvreté de l'immense masse des exploités à un pôle et la richesse d'une infime minorité d'exploiteurs à l'autre pôle n'est pas seulement le produit du capitalisme comme voudrait nous le faire croire le Front de gauche, ils en sont les fondements, d'où la nécessité de s'attaquer résolument aux fondements du capitalisme pour entrevoir un jour un avenir meilleur pour la population laborieuse.

Que les propositions du Front de gauche soient placées sous l'égide de « *l'intérêt général* » alors que la classe des capitalistes demeure la classe dominante, suffit à leur donner une tonalité réactionnaire.

Sur le plan politique, il faut ajouter contre-révolutionnaire.

En effet, il ne peut pas en être autrement, puisque sur le plan politique « *l'évolution des pouvoirs* » devrait se situer « *dans les institutions* », autrement dit dans le cadre des institutions bonapartistes de la Ve République qu'il n'est évidemment pas question de liquider. Or, aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas renversé les institutions de l'Etat bourgeois, qu'il n'aura pas pris le pouvoir politique, qu'il ne sera pas devenu la classe dominante (dictature du prolétariat) il demeurera impossible de satisfaire les besoins et aspirations de la majorité de la population ou de procéder à une nouvelle répartition des richesses, la vie continuera comme avant, tel sont les intentions et l'objectif des propositions du Front de gauche.

Partant de là, « *l'évolution des pouvoirs dans les entreprises en relation avec la mise en place de nouveaux droits pour les salarié-es* » consisterait à associer davantage encore les travailleurs à la gestion du capitalisme, à leur propre exploitation, voilà pour le volet économique. Tandis que sur le plan politique, « *l'évolution des pouvoirs dans la vie publique en relation avec la mise en place de nouveaux droits pour les citoyen-nes* » ne serait rien d'autre que la forme de corporatisme que vous connaissez bien : la démocratie participative. La population participerait à l'élaboration de la politique mise en œuvre par un gouvernement respectueux des institutions et de l'Etat capitaliste qui demeureraient en place. Tout un programme !

Résumons.

Les travailleurs auraient plus de droits dans les entreprises mais rien ne changerait au niveau des rapports sociaux d'exploitation, donc finalement ils devraient partager la responsabilité de la faillite du capitalisme une fois qu'ils y seraient totalement subordonnés. La population laborieuse aurait plus de droits dans le cadre des institutions de manière à les légitimer, afin d'assurer la survie et la stabilité du régime. Réactionnaire, non ?

Inévitable, puisqu'ils ne veulent s'attaquer qu'aux conséquences de la crise du capitalisme (un leurre d'ignorants ou une tromperie consciente) et non aux institutions et aux rapports sociaux sur lesquels reposent le capitalisme et cette crise.

Il faut bien comprendre que sans une perception historique du développement du capitalisme et de la lutte des classes, il est impossible d'envisager le passage du mode de production capitaliste au socialisme et de déterminer les tâches que le prolétariat a à accomplir pour avancer vers son émancipation.

Il n'existe pas de demi-mesures dans ce domaine, alors comme il n'y a aucune autre alternative possible au capitalisme que le socialisme, et que les participants du Front de gauche rejettent les enseignements de la lutte des classes qu'en ont tiré Marx et Engels, donc le socialisme, ils en arrivent forcément à proposer de passer des compromis totalement inacceptables avec le capitalisme et les institutions en voulant nous faire miroiter qu'il s'agirait là d'une nouvelle alternative pour la classe ouvrière.

C'est parce qu'ils refusent de s'appuyer sur la classe ouvrière, de la considérer comme la seule classe progressiste, de lui accorder un rôle historique à jouer dans la société, qu'ils en arrivent à proposer des mesures qui ne sont pas contradictoires avec la survie du capitalisme ; le seraient-elles qu'elles n'auraient aucune valeur, puisque pour les appliquer il faudrait au préalable que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique, perspective totalement absente du programme du Front de gauche.